

OGM

Ils séduisent ou dérangent

Par Nicolas Mesly

Comme tous les céréaliculteurs nord-américains, les producteurs québécois ont adopté de façon fulgurante la culture des plantes génétiquement modifiées (GM). Dix-huit ans après les premiers semis effectués dans la Belle Province, 87 % et 69 % des superficies respectives de maïs et de soya sont aujourd'hui GM (2013). Et pour cause : ces cultures sont généralement rentables, elles facilitent le travail et l'adoption de pratiques vertes, comme la réduction d'utilisation d'herbicides nocifs et du travail du sol de même que le semis direct. Mais nul ne pourra ignorer l'arrivée de mauvaises herbes résistantes aux populaires herbicides Roundup et Liberty chez l'Oncle Sam ainsi qu'en Ontario. Ni ignorer les récentes lois pour l'étiquetage des OGM dans les États voisins du Québec – au Vermont, au Maine, au New Hampshire. De plus, la possible commercialisation de luzerne GM divise les producteurs et braque les projecteurs sur la cohabitation entre l'agriculture « conventionnelle » et l'agriculture biologique.

Une deuxième révolution verte menée par les grands semenciers ?

D'ici 2050, l'humanité comptera plus de neuf milliards d'habitants. Et pour l'alimenter, il faudra produire plus d'aliments dans les 40 prochaines années que tous ceux produits au cours des derniers 10 000 ans. L'agriculture siphonne déjà 70 % de l'eau potable de la planète pour produire des récoltes. Et elle serait responsable de 30 % des gaz à effet de serre. Dans cette inquiétante équation s'inscrivent près d'un milliard d'habitants mal nourris, en majorité des agriculteurs. De plus, les changements climatiques vont exacerber sécheresses et inondations pour saboter le rendement des récoltes dans plusieurs endroits du monde.

Pour le Pr Norman Borlaug, il était clair que les plantes GM sont un outil indispensable pour nourrir le « monstre humain ». Créer des variétés de plantes capables de résister à la sécheresse, aux inondations, au froid, aux insectes, aux virus et aux bactéries, des plantes nutraceutiques... tout cela fait partie de l'arsenal de la race humaine pour survivre sur notre petite planète bleue. Dans une entrevue exclusive, « le père de la révolution verte » affirmait aussi que la technologie GM ne devait pas se retrouver entre les mains d'une poignée de grands semenciers. De passage à Ottawa en 2006, deux ans avant son décès, il exhortait les gouvernements américain et canadien à investir dans la recherche publique.

Fils de producteurs agricoles de l'Iowa, le Pr Borlaug est considéré comme celui qui a sauvé un milliard d'habitants des affres de la faim, en découvrant des variétés hybrides de blé nain à haut rendement. Cela lui a valu le prix Nobel de la paix en 1970. Mises au point au Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT), au Mexique, les variétés de blé de cet humble généticien ont été exportées et adaptées en Inde puis au Pakistan, en très grande majorité à travers un large réseau de recherche et d'institutions

publiques, entre les années 1960 et 1980. C'est ce que l'on a appelé « la révolution verte ».

Toutefois, si les OGM sont appelés à être le fer de lance d'une seconde révolution verte, ils portent en eux un gène de la controverse. Aux États-Unis, berceau de cette technologie, plus de 60 lois et référendums visant à légiférer sur l'étiquetage des OGM dans 20 États, voire sur l'interdiction d'aliments fabriqués avec des OGM, ont vu le jour au cours des deux dernières années. « Est-ce que des investissements additionnels dans la recherche publique non seulement favoriseraient la confiance à long terme du grand public dans les biotechnologies, mais permettraient également d'importants bénéfices sociaux? C'est une question cruciale! » dit Charlie Arnot, chef de la direction du Center for Food Integrity, au Missouri (États-Unis). Ce centre vise à établir le lien de confiance entre les consommateurs et le système agroalimentaire nord-américain, dominé par de grandes multinationales. « Il faut démêler le ragoût d'angoisses brassé par le grand public concernant les OGM, mais il est certain que les grandes entreprises sont perçues comme travaillant à leurs profits plutôt que pour le bien public », ajoute-t-il. ►



Le Pr Norman Borlaug

PHOTO : NICOLAS MESLY

Selon des rapports du Service économique du département de l'Agriculture des États-Unis (USDA), dont celui intitulé *Les investissements en recherche, la transformation alimentaire, les intrants agricoles et l'industrie des biocarburants autour du globe* (2011), de tous les secteurs d'activité de l'industrie agroalimentaire, celui des semences a connu la plus grande croissance. «Au cours des 20 dernières années, l'industrie semencière s'est rapidement concentrée en raison des changements sur la propriété intellectuelle, qui ont permis au secteur privé d'innover et d'engranger plus de revenus sur les variétés qu'il avait mises au point.»

Depuis les premières ventes d'OGM, en 1996, jusqu'à 2010, la valeur accumulée du marché des semences GM a bondi pour atteindre 65 milliards \$US. Un marché dominé par un groupe

Depuis les premières ventes d'OGM, en 1996, jusqu'à 2010, la valeur accumulée du marché des semences GM a bondi pour atteindre 65 milliards \$ US.

de six multinationales (le G6) : le goliath du transgène Monsanto, suivi de Pioneer (intégrée à DuPont), Syngenta, Dow AgroSciences, Bayer CropScience et BASF. Toujours selon l'étude de l'USDA, les investissements dans la R et D du G6 ont bondi pour passer de 320 millions \$ en 1994 à plus de 2,6 milliards \$ en 2010. Le G6 possède la majorité des brevets des plantes GM. Et quatre de ces sociétés détiennent de 50 à plus de 75 % des parts du marché des semences de maïs, de soya et de coton aux États-Unis. Devenue un parent pauvre en vertu de crises financières, assujettie au financement du secteur privé, la recherche publique aux États-Unis s'est concentrée sur la pomme de terre GM et sur le blé conventionnel.

«En France, nous avons un des meilleurs instituts de recherche publique au monde, l'INRA, et nous n'avons pas exigé que celui-ci, en partenariat avec des sociétés privées, conduise des travaux de recherche sur les biotechnologies. S'il y avait eu un acteur public, je pense que nous aurions sécurisé vis-à-vis des citoyens l'objectif des travaux de recherche», explique Philippe Mangin, président de Coop de France, rencontré à Québec en octobre dernier lors du Sommet international des coopératives 2014.

Selon M. Mangin, le «principe de précaution» invoqué par l'Europe pour interdire ou limiter la culture GM sur son territoire a provoqué un exode des laboratoires des grands semenciers coopératifs, tels Limagrain et Euralis, ce qui a suscité dans l'Hexagone «un appauvrissement de matière grise». Paradoxalement, l'Europe importe annuellement quelque 40 millions de tonnes de maïs et de soya GM – des États-Unis, du Brésil et d'Argentine – pour nourrir ses cheptels.

D'après le D^r U.S. Awasthi, directeur général d'Indian Farmers Fertilizer Cooperative (IFFCO), également interviewé lors du Sommet international des coopératives 2014, les semences GM devraient être vendues aux paysans à des prix raisonnables. Selon lui, le prix exorbitant des semences de coton GM provoque un surendettement des producteurs indiens et explique en partie la vague de suicides de quelque 15 000 paysans par année depuis 1995. Toujours au dire de l'homme d'affaires, face à l'urgence alimentaire de ce début de XXI^e siècle, la recherche privée est beaucoup plus efficace que celle du réseau public indien. Et même du réseau public international cofondé par le P^r Borlaug, le CGIAR, en raison de ses moyens financiers. «La recherche sur les OGM nécessite de puissants ordinateurs pour traiter une quantité massive de données», dit-il.

En citant l'exemple de la découverte d'un riz résistant aux inondations, le D^r Awasthi propose la création d'un fonds, sous l'égide de l'ONU, pour acheter ces semences GM auprès des grands semenciers et les distribuer à moindre coût aux paysans. Cette idée est reprise par le directeur général de la Fondation pour le développement durable de Syngenta, Marco Ferroni. «L'aide internationale pourrait se constituer en nous payant les redevances sur nos semences de riz», a-t-il dit en ouverture de la sixième Conférence sur la sécurité alimentaire mondiale, organisée par l'Université McGill en 2013. Cette fondation travaille avec des coopératives agricoles pour intensifier la production de riz dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest.

Les grands semenciers amorcent donc la seconde révolution verte en calquant l'industrie pharmaceutique et en mettant au point des semences au même titre que, par exemple, de coûteux vaccins contre le sida. Ce n'est pas le modèle d'affaires qu'aurait privilégié le P^r Borlaug.

L'invasion barbare

Elles sont à nos portes ! Aux États-Unis, la résistance au glyphosate (Roundup) est documentée chez 14 espèces de mauvaises herbes, note un rapport du département de l'Agriculture des États-Unis (USDA) publié en février dernier. Les auteurs expliquent l'apparition de cette résistance par la grande popularité du glyphosate, le pesticide le plus utilisé aux États-Unis depuis 2001 dans les cultures de maïs, soya et coton GM. Sa popularité s'est accrue en même temps que son prix diminuait, après l'expiration du brevet du glyphosate en 2000 et l'apparition sur le marché de produits génériques.

Il semble que le produit miracle ait fait baisser la garde des producteurs voisins, en réduisant leurs bonnes pratiques, dont la rotation des cultures. «De nombreux phytotechniciens croient que la réduction du taux de résistance au glyphosate et la propagation des mauvaises herbes résistantes à cet herbicide sont un des enjeux majeurs auxquels doivent faire face les céréaliers américains, avertissent les auteurs de l'étude, parce qu'il n'existe pas de nouveaux pesticides sur le marché depuis 20 ans.» Aussi, un vent d'inquiétude souffle sur la première puissance agricole du monde.

En Ontario, trois mauvaises herbes résistantes au populaire herbicide ont été confirmées entre 2009 et 2013. Il s'agit de la grande herbe à poux, de la petite herbe à poux et de la vergerette du Canada. Et au Québec ? «On n'en a pas encore diagnostiqué en laboratoire, mais ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de mauvaises herbes résistantes au glyphosate au Québec», dit Danielle Bernier, malherbologiste au MAPAQ.

Dans la Belle Province, la détection des mauvaises herbes se fait grâce aux conseillers agricoles, qui repèrent les cas potentiels après avoir été alertés par les agriculteurs. Depuis 2012, le MAPAQ a mis en place un service d'analyse gratuit, pour cibler en particulier les mauvaises herbes résistantes au glyphosate. Toutefois, sur les 30 échantillons soumis cette année-là, aucun n'était soupçonné de résister à ce pesticide. Et

en 2013, sur une quarantaine d'échantillons recueillis, un seul était soupçonné de résister à ce pesticide, mais le test ne s'est pas avéré concluant. Ce service d'analyse gratuit, réalisé dans des laboratoires de Guelph et d'Agriculture et Agroalimentaire Canada a été parrainé par la société Dow AgroSciences pendant deux ans pour un coût de 10 000 \$ par année. En 2014, la multinationale Monsanto a pris le relais, et cette fois les analyses ont été réalisées au CEROM, au Québec. Sur une quarantaine d'échantillons, cinq ont été prélevés pour détecter la résistance au glyphosate.

Si aux États-Unis l'absence de rotation des cultures GM explique en partie la résistance au populaire herbicide, le Québec n'est certes pas à l'abri. Presque 50 % des 516 producteurs de maïs GM et de soya GM sondés en 2011 ont avoué qu'ils avaient, en 2010 et 2011, ressemé sur la même terre des cultures GM (c'est-à-dire maïs ou soya GM suivi d'une autre culture GM). De plus, environ 10 % avouaient avoir semé soit du maïs GM soit du soya GM sur la même terre en 2010 et 2011. «C'est très inquiétant!» explique Gale West, un des auteurs du rapport *Étude sur les perceptions des agriculteurs québécois sur les OGM après 10 ans d'utilisation*, remis au MAPAQ en mars 2014.

«Le MAPAQ et les représentants en phyto-protection rappellent aux producteurs de faire une rotation d'herbicides. De plus, les producteurs savent qu'une résistance aux herbicides, ça coûte cher!» réplique le président de la Fédération



PHOTO : ÉRIC LABONTÉ, MAPAQ

Danielle Bernier a réussi à faire inscrire le thème de la résistance aux herbicides au programme Innov'Action, du MAPAQ. Celui-ci va permettre de financer des projets de recherche.

L'Europe importe annuellement quelque 40 millions de tonnes de maïs et de soya GM, des États-Unis, du Brésil et d'Argentine, pour nourrir ses cheptels.

des producteurs de cultures commerciales du Québec, Christian Overbeek. Il se remémore la facture salée due à la résistance à l'atrazine, un populaire herbicide surutilisé dans la production de maïs.

Christian Overbeek croit que les nouvelles semences attendues sur le marché dès 2015 vont aider les producteurs à mieux gérer la rotation d'herbicides. La mode est à l'empilement des caractères (traits), soit la mise au point de semences capables par exemple de résister à un ou deux insectes et au glyphosate, mais aussi à une ou plusieurs autres familles de pesticides, comme le 2,4-D, en l'absence de découverte de nouvelles molécules.

Toutefois, Dame Nature étant rusée, les mauvaises herbes risquent de s'adapter à ce cocktail létal d'ici 20 ou 30 ans. « Oui, il faut alterner les groupes de pesticides, mais il faut aussi faire des rotations de cultures et trouver d'autres moyens de désherbage », dit Danielle Bernier. Selon l'experte, il y a sur le marché des sarclours extrêmement efficaces. « Si cette machinerie fait ses preuves dans l'agriculture biologique, pourquoi ne le ferait-elle pas dans l'agriculture de pointe ? » dit-elle. Et pour contrer l'invasion barbare, elle incite les producteurs à retourner aux principes de l'agronomie 101.



Charlie Arnot
PHOTO : CENTER FOR FOOD INTEGRITY

La science ne suffit pas !

Forte de milliers d'études prouvant l'innocuité des OGM pour la santé et l'environnement, la P^{re} France Brunelle, conseillère scientifique en biotechnologie

au MAPAQ, souhaiterait que le Québec « passe à autre chose ». Mais pour Charlie Arnot, chef de la direction du Center for Food Integrity, la science ne suffit pas : « Les consommateurs ont droit à l'information, et l'industrie doit répondre aux demandes d'étiquetage des OGM. » En ce moment, 20 États américains tiennent des référendums ou légifèrent en ce sens. La promesse de l'étiquetage obligatoire des denrées alimentaires fabriquées avec des OGM, faite par le gouvernement libéral de Jean Charest, n'a jamais été réalisée. Une étude du MAPAQ menée en 2004 en chiffrait le coût à 162 millions \$. D'après Charlie Arnot, le Québec et le Canada n'échapperont pas à ce puissant courant. Il croit très important de débattre la question des OGM avec la société civile. L'UPA et l'Ordre des agronomes ont d'ailleurs amorcé ce débat lors d'un premier forum, en novembre 2013.

Pour en savoir plus : www.ogm.gouv.qc
Center for Food Safety : goo.gl/vFqckV

Luzerne GM, deuxième prise ?

Échaudé par la réception négative de certains groupes agricoles à l'égard de la luzerne Roundup Ready (RR), le chef des nouveaux caractères génétiques chez Forage Genetics International (FGI), Mike Thompson, ne s'attarde pas au téléphone sur la possible commercialisation d'une nouvelle luzerne transgénique. « Je vous parlerai avec plaisir des bénéfices de la luzerne à taux de lignine réduit, mais seulement une fois que sa commercialisation aura été approuvée par les autorités américaines et canadiennes, peut-être en 2015 », déclare-t-il.

FGI, dont le siège se trouve en Idaho (États-Unis), réinvente l'ADN de la luzerne, la « reine des fourrages ». Depuis 2011, l'entreprise commercialise une luzerne RR chez l'Oncle Sam, où elle estime avoir conquis de 20 à 25 % du marché des semences certifiées de luzerne. Ses clients sont des producteurs laitiers et de foin. Mais au Canada, FGI a connu son Waterloo. Et ce, même si l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) a donné le feu vert à la commercialisation de cette luzerne RR en 2013.

C'est que dans l'Ouest, là où se produit 73 % de la luzerne du pays, les producteurs de semences craignent une pollution génétique comme la peste. Celle-ci mettrait en péril un marché d'exportation annuel de semences de 37 millions \$, selon le Réseau canadien d'action sur les biotechnologies (RCAB, 2013). Le Canada est aussi un des cinq exportateurs mondiaux de luzerne déshydratée, sous forme de granules ou de cubes. À cela s'ajoute le foin de luzerne exporté aux États-Unis ou encore aux Émirats arabes. Les exportations annuelles canadiennes de luzerne se chiffrent à près de 80 millions \$, toujours selon le RCAB.

L'est du pays est également monté aux barricades, bien que l'Ontario ne produise que 8 % de la luzerne et le Québec un peu moins de 4 %. Les membres de la Fédération d'agriculture biologique du Québec, les producteurs de lait au

premier chef, craignent de perdre leur certification biologique si la luzerne GM est introduite dans la campagne québécoise. La filière biologique québécoise – grains, lait, viande – estime générer un chiffre d'affaires annuel de 170 millions \$.

UN PLAN DE COEXISTENCE CONTESTÉ (POUR L'EST CANADIEN)

« Les abeilles ne distinguent pas les champs de luzerne GM et ceux de luzerne non GM », explique Gilbert Halde, les deux pieds plantés dans son champ de luzerne, de trèfle et de fétuque. Producteur de lait biologique depuis 1995, ses 230 ha de terre sont cultivés comme une île, entourée d'une bande de foin d'une largeur de huit mètres pour séparer ses cultures de celles de ses voisins. La ferme Halde est située à Saint-Mathias-sur-Richelieu, en Montérégie, en plein cœur de l'agriculture productive du Québec. Et ses voisins, producteurs conventionnels, ont toujours respecté son choix.

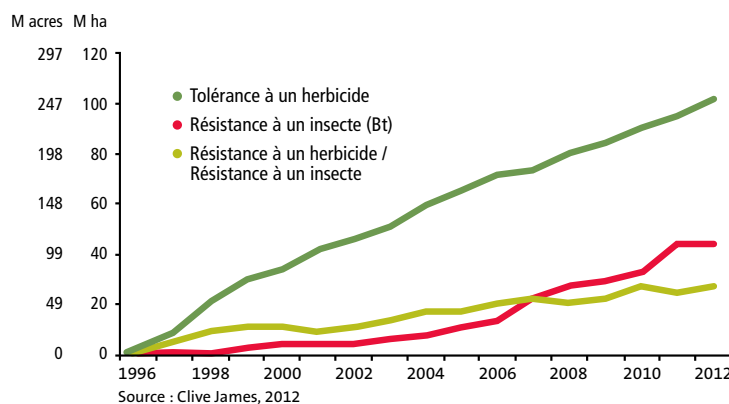
« Quand je plante une parcelle de maïs, mon voisin va semer une parcelle de soya près de notre zone de séparation. On évite ainsi les risques de pollinisation croisée », poursuit le producteur. Mais avec l'introduction de la luzerne RR, le risque de contamination est extrêmement élevé, juge le producteur. Il qualifie de « farce » la distance séparatrice de 1,5 km entre un champ de luzerne GM et un autre de luzerne non GM dans un plan de coexistence préconisée en 2013 par l'Association



Gilbert Halde, producteur de lait biologique, craint que la culture de luzerne GM ne contamine ses champs.

PHOTO : NICOLAS MESIV

Superficie mondiale des cultures GM par caractère



La tendance des futures plantes GM est aux caractères multiples (empilement des gènes), soit des semences capables de résister à plusieurs familles de pesticides et à différents insectes. « Nous aurons les premières variétés de soya RR [Roundup Ready] et résistant au dicamba en 2017 », dit Alexandre Mailloux, directeur de la recherche et du développement du Secteur des productions végétales à La Coop fédérée. La Coop achète la technologie auprès de Monsanto, par exemple, pour produire ses propres cultivars. Mettre au point un maïs ou un soya GM adapté au Québec peut prendre une dizaine d'années.



Le Pr Dan Undersander prévoit que la future luzerne GM contiendra plusieurs caractères, mais pas celui de la résistance au froid. Selon lui, les phytogénéticiens travaillent sur cette résistance avec des méthodes traditionnelles.

Futurs caractères de la luzerne transgénique

- Quantité de protéines digestibles plus élevée
- Résistance à la sécheresse
- Rétention du feuillage
- Floraison retardée
- Résistance aux maladies

(Source : Dan Undersander, agronome spécialiste des fourrages, Université du Wisconsin)

canadienne du commerce des semences. Celui-ci n'empêchera pas les abeilles ou autres insectes de venir butiner ses champs, soutient-il.

Toutefois, selon le Dr Dan Undersander, agronome et spécialiste des fourrages à l'Université du Wisconsin, deux champs de luzerne, l'un GM et l'autre non GM, peuvent se côtoyer à moins d'un dixième de mètre sans aucun risque de contamination, même en présence d'abeilles. « On ne récolte pas les grains de luzerne pour faire du fourrage. On récolte la tige et les feuilles de la luzerne, qui sont en tout point semblables à la plante mère. » Selon le professeur, qui visite régulièrement le Québec et l'Ontario, il s'écoule six semaines entre la pollinisation d'un plant de luzerne par un insecte et la formation d'une graine viable. Les trois ou quatre récoltes successives de luzerne dans l'année constituent en soi une police d'assurance, car elles ne permettent pas à la luzerne de faire des graines. Par contre, le risque de contamination par la luzerne GM est beaucoup plus grand dans l'ouest du Canada, où l'on produit des semences, admet-il.

D'après l'expert, les producteurs laitiers conventionnels et de foin américains qui cultivent de la luzerne pure adoptent la luzerne RR parce que le glyphosate est économique et pratique : « Ils n'ont pas à changer de buses ou à nettoyer les équipements utilisés pour le soya et le maïs. » La luzerne RR ne convient évidemment pas aux producteurs conventionnels qui font pousser des mélanges de foin, tant aux États-Unis qu'au Canada. Par contre, le chercheur croit que la commercialisation éventuelle d'une nouvelle luzerne GM à faible taux de lignine représentera « un immense avantage pour les producteurs laitiers ». Le faible taux de lignine favoriserait la digestion de la luzerne par les bovins, ce qui procurerait plus d'énergie aux bêtes. Ses recherches, parrainées par FGI, indiquent que l'on peut récolter la luzerne à faible taux de lignine en trois récoltes au lieu de quatre, avec 20 % de rendement de plus. Le hic, c'est que cette luzerne à faible taux de lignine (LL, pour *low lignin*) est un caractère ajouté à la luzerne RR de FGI. Et que, pour s'en procurer, les producteurs conventionnels devront obligatoirement acheter la luzerne RR, concède-t-il.

DE LA FRUSTRATION DANS LES DEUX CAMPS

La coexistence entre ceux qui sont pour et ceux qui sont contre la luzerne GM constitue un défi, parce que tant aux États-Unis qu'au Canada

« il n'y a pas de recours règlementaires pour être dédommagé une fois qu'une espèce de plante a été contaminée. Le seul recours pour les producteurs biologiques est juridique, un processus qui est extrêmement compliqué et coûteux », explique le professeur René Van Acker, spécialiste en bio-sécurité à l'Université de Guelph.

Les deux parties pourraient s'entendre si le taux de contamination des semences n'était pas zéro, comme exigé dans la production bio. Car le meilleur système de coexistence n'éliminera pas le risque de contamination, d'une part parce que la luzerne est pollinisée par des insectes. D'autre part, c'est une plante pérenne, avec des cousines sauvages très difficiles à éliminer, soutient Van Acker. « Notre expérience avec le canola est qu'une fois que le génie est sorti de la bouteille, nous vivons dans un monde différent. » Le canola, devenu la plus importante culture au pays devant le blé, est presque uniquement GM. Et il est aujourd'hui presque impossible de faire pousser du canola bio au pays. FGI se retrouve donc à nouveau au marbre avec sa luzerne RR-LL. Reste à voir si, au Canada, l'entreprise fera une deuxième prise ou frappera une balle au champ. 



Au Québec, la recherche sur le soya non GM (à gauche) relève d'acteurs publics et privés, tandis que la recherche sur le maïs GM (à droite) relève d'une poignée de « gros joueurs ».

Les cultures GM à la conquête du monde

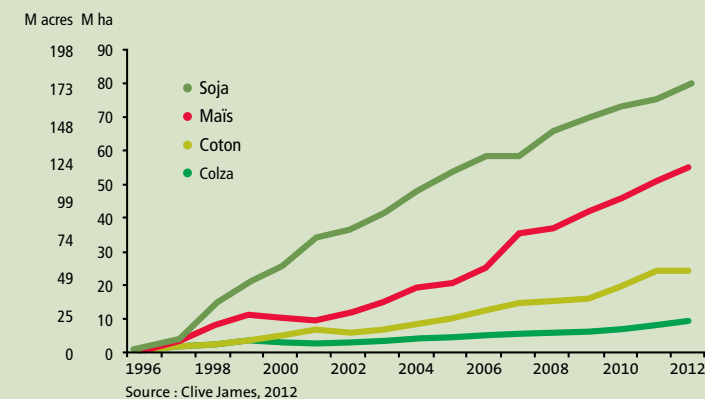
Depuis 1996, les superficies ensemencées en cultures GM ont augmenté de 100 fois sur la planète, pour se chiffrer à 175 millions d'hectares, soit 12 % de toutes les récoltes plantées en 2013. Dix-huit millions de producteurs cultivent ces plantes dans 27 pays. Les quatre plus importantes productions GM cultivées dans le monde sont :

- Le soya : près de 80 % de cette culture est GM. Superficie cultivée : 84,5 millions d'hectares dans 11 pays.
- Le coton : 70 % de cette culture est GM. Superficie cultivée : près de 24 millions d'hectares dans 15 pays.
- Le maïs : 32 % de cette culture est GM. Superficie cultivée : près de 58 millions d'hectares dans 17 pays.
- Le canola : 24 % de cette culture est GM. Superficie cultivée : plus de 8 millions d'hectares dans 4 pays.

Les cinq pays plus grands utilisateurs de cette technologie par superficie ensemencée sont les États-Unis (70,1 millions d'hectares), le Brésil (40,3 millions), l'Argentine (24,4 millions), l'Inde (11 millions) et le Canada (10,4 millions).

(Sources : *Situation mondiale des cultures commerciales de plantes GM : 2013*, par Clive James, International Service for the Acquisition of Agri-biotech Applications, 25 mars 2014; et MAPAQ, www.ogm.gouv.qc.ca)

Superficie mondiale des principales cultures GM par espèce



La dépendance envers les semenciers n'inquiète pas les producteurs québécois

« L'agriculture n'est pas le seul domaine à connaître des oligopoles. Les secteurs de l'automobile, des mines, des médicaments ou encore de l'épicerie se résument à une poignée de gros joueurs », soutient le président de la Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec (FPCCQ), Christian Overbeek. Ce dernier balaie du revers de la main l'impossibilité de trouver des semences de maïs non GM au Québec, faisant allusion à la société De Dell, spécialisée dans ce grain. Par contre, le producteur concède que la recherche coûteuse sur le maïs et le soya GM relève du secteur privé. La FPCCQ, de concert avec La Coop fédérée, participe au financement du Centre de recherches sur les grains (CEROM), où l'on se concentre sur le blé et le soya non GM, « parce qu'il y a une demande et un marché de consommateurs ». Le producteur aimerait que le budget annuel de moins de 3 millions \$ du CEROM soit doublé, voire triplé, par l'injection de capital de Québec et d'Ottawa, « mais la réalité économique ne le permet pas ». Quant aux relations contractuelles entre producteurs et grands semenciers, elles sont respectées par la très grande majorité des producteurs. Selon une source sûre, qui désire garder l'anonymat, entre 2010 et 2013 deux poursuites impliquant deux agriculteurs québécois et Monsanto se sont réglées à l'amiable, et 11 cas sont toujours en discussion en Ontario. Enfin, pour ce qui concerne l'étiquetage des aliments, Christian Overbeek ne se dit pas contre, à condition que les consommateurs en assument le coût.

PHOTO : NICOLAS MESLY